

Le mouvement contre les violences faites aux femmes a pris un nouvel essor partout dans le monde : manifestations contre le viol en Inde, mobilisation pour les droits reproductifs en Amérique Latine, manifestations contre toutes les violences en Espagne, luttes des femmes Kurdes contre Daech au Rojava...

En France, nous avons obtenu des lois qui condamnent les violences faites aux femmes et de trop rares lois qui ouvrent la protection internationale à des femmes victimes de violences spécifiques. Nous avons obtenu quelques campagnes de prévention contre les violences conjugales, contre le harcèlement sexuel, pour l'égalité filles-garçons et pourtant, les chiffres sont terriblement stables. Tout continue. Ces lois ne sont pour la plupart pas appliquées. Les moyens et la volonté politique manquent.

LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES CONTINUENT

Les violences conjugales frappent chaque année plus de 200 000 femmes et se terminent trop souvent par des féminicides. En France, en 2020, 81 femmes ont été assassinées par leur conjoint ou par leur ex. Les violences sexuelles contre les femmes et les enfants sont massives et passées sous silence : 94000 femmes sont victimes de viol ou de tentative de viol chaque année, 1 fille sur 5 et un garçon sur 13 sont victimes d'inceste.

Aucun espace n'épargne les filles et les femmes :

- Dans la rue et dans les transports : harcèlement, insultes, menaces, viols et violences sexuelles.
- Sur les réseaux sociaux : cyber harcèlement, innombrables messages à caractère sexiste quasiment jamais supprimés,
- Dans l'espace privé : violences conjugales, viols, pédocriminalité, féminicides
- Dans les établissements de l'Education Nationale, de l'Enseignement supérieur et au travail : harcèlement sexuel, agressions sexuelles et viols...

Nous nous confrontons toujours à l'inversion des responsabilités entre la victime et l'agresseur, à la suspicion de provocation, à la minimisation des faits, au chantage aux conséquences, au mépris, aux menaces de viol notamment pour les femmes lesbiennes... Les décisions de Justice montrent un mépris profond pour les victimes : déqualification des viols en agressions, voire en atteintes sexuelles, impunité des agresseurs. Dans le monde politique, nous avons assisté cette année à l'élection, la nomination, et parfois à la promotion, d'agresseurs sexuels et de personnalités ouvertement misogynes.

Nous nous confrontons aussi à des dévoiements et à des récupérations qui complexifient nos luttes. Ainsi, le système prostitutionnel se trouve au sommet de l'alliance entre capitalisme et patriarcat. Ce système d'exploitation est violent, raciste, sexiste. La très grande majorité des personnes en situation de prostitution sont des femmes et parmi elle la plupart sont étrangères. Elles sont pour la plupart contraintes par la violence et/ou par la misère et/ou par le non droit. Le système prostitueur réussit pourtant à trouver des alliés qui se revendiquent aussi du féminisme.

Les idéologies rétrogrades résistent, durcissent le ton, font monter les enchères et la violence. Cela pèse lourdement sur les violences sexistes et sexuelles. Nous avons à nous mobiliser contre le « backlasch », le retour de bâton.

LES VIOLENCES ÉCONOMIQUES CONTRE LES FEMMES SE RENFORCENT ↵

La crise sanitaire a agi comme un révélateur. Elle se traduit pour les femmes par des doubles ou triples journées, alors que, sous-payées, elles occupent la grande majorité des emplois qui permettent au pays de tenir dans cette crise. L'économie capitaliste s'appuie sur le patriarcat pour diviser, pour assurer la flexibilité et pour garantir l'activité sociale utile peu rémunérée et non rémunérée du travail domestique. Tout le système tient sur l'infériorisation des femmes, majoritaires dans les temps partiels, le travail précaire et invisible.

Avoir moins de droits, moins de revenus, moins de reconnaissance sociale et être plus dépendante, favorise le risque d'être victime de violences sexistes et sexuelles. Ces violences seront moins dénoncées, moins poursuivies, moins punies, du fait des inégalités sociales.

Le gouvernement ne peut prétendre lutter contre les violences masculines, alors qu'il augmente la précarité au travail, diminue la protection sociale, prévoit un projet de réforme des retraites défavorable aux femmes, ferme ses frontières aux migrantes, contraint celles qui sont en France en situation irrégulière, à une vie de non droit souvent pendant plusieurs années.

Nos revendications : ↵

- **Adopter une loi cadre contre les violences sexistes et sexuelles qui permettrait de traiter tous les aspects, de la prévention à la répression, en passant par l'aide aux victimes et une clause de revoyure pour apporter des améliorations en fonction de l'expérience et des résultats obtenus.** ↵
- **Développer un plan de formation obligatoire pour tou.te.s les professionnel.le.s au contact de femmes victimes de violences : policier.e.s, gendarmes, magistrat.e.s., médecins, sans oublier les élu.e.s...** ↵
- **Développer un programme d'éducation à l'égalité femmes-hommes, dès le plus jeune âge, tout au long de la scolarité et dans les formations professionnelles** ↵
- **Créer des places d'hébergement en nombre suffisant conformément à la Convention d'Istanbul** ↵
- **Renforcer les moyens des associations et des syndicats pour permettre l'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales et faciliter leur mobilité professionnelle en cas de nécessité.** ↵
- **Appliquer les lois existantes en matière de violences sexistes et sexuelles.** ↵
- **Développer un accueil digne pour les migrant.e.s, la régularisation avec droit au séjour et au travail étant le seul moyen de lutter contre les violences sexistes inhérentes aux situations de non droit.** ↵

Les violences patriarcales faites aux filles et aux femmes sont systémiques. Elles sont imbriquées dans nos modes de pensée et d'agir. Le gouvernement n'apporte que des demi-mesures sans mettre les moyens nécessaires pour mettre fin à l'insupportable. Pire, les institutions et les politiques se rendent complices, valident, soutiennent des positions qui cautionnent ces violences.

Le 21 Novembre, Marchons ensemble pour faire entendre la voix des femmes et des filles. ↵

Rendez-vous devant la Mairie centrale, à 14h30.

La manifestation est déclarée en Préfecture et se tiendra dans le respect strict des règles de distanciation physique. Port du masque obligatoire.

A L'APPEL : OSEZ LE FEMINISME 13, FEMMES SOLIDAIRES, L'ASSEMBLÉE DES FEMMES, MMF13-PACA, SOS FEMMES13, LE CEL, REVOLUTION FEMINISTE RADIO GALERE, FFM, NEGAR-SOUTIEN AUX FEMMES D'AFGHANISTAN, CDDF 13, ATTAC, MOUVEMENT DE LA PAIX, MRAP MARSEILLE, CIMADE, COLLECTIF AIXOIS POUR L'EGALITE FEMMES-HOMMES, ECVF(ELU.E.S CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES), FSU 13, GENERATION . S, PS, PCF